



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 05 du 4 février 2009*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 5 février 2009

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	91
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>91</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>91</b>
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement .....	91
Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois .....	91
Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Longwy .....	91
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique .....	91
Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 modifiant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial.....	91
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>92</b>
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité .....	92
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2008-DRCLAJ/1- 007 (Moselle (22 janvier 2009) / Meurthe-et-Moselle (19 janvier 2009)) autorisant le retrait de la communauté d'agglomération du Val de Fensch du syndicat mixte d'aménagement touristique des sites du Pérotin.....	92
Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2009 autorisant l'adhésion de Lorey et le retrait d'Allamont, Anoux, Laneuveville-derrière-Foug, Ville-au-Montois et Vitrey du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54) .....	92
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>93</b>
Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 approuvant les nouveaux statuts du groupement de communes de la Vallée de l'Othain .....	93
Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 autorisant la modification de l'article 3 des statuts du syndicat du Pays de Charency-Vezin .....	93
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>93</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>93</b>
Service solidarité - autonomie .....	93
Extrait de l'arrêté n° 1246 du 17 décembre 2008 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs) de Rosières-aux-Salines à étendre la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) dit « sans mur » de onze places.....	93
Extrait de l'arrêté n° 1247 du 17 décembre 2008 autorisant le Groupement d'Intérêt Public « Handicap et Insertion » à étendre de dix places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) sis à Allamps.....	94
Extrait de l'arrêté n° 1327 du 22 décembre 2008 autorisant l'Association des Paralysés de France (APF) à étendre de 3 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) sis à Ludres .....	94
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>95</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>95</b>
Décision du 2 février 2009 portant délégation de signature à Madame Frédérique CLAUDOT, responsable des affaires juridiques .....	95
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....</b>	<b>95</b>
Décision n° dir/02/2009 du 4 février 2009 portant délégation de signature à Madame Dominique ANSOULD, directrice des soins .....	95
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>96</b>
<b>AUTRES SERVICES .....</b>	<b>96</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU.....</b>	<b>96</b>
Avis de recrutement sans concours de 7 adjoints administratifs hospitaliers de 2 <sup>ème</sup> classe du 30 janvier 2009.....	96

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES***Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement***Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

**ARRETE**

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Ville-au-Montois. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée.

Il sera affiché dans la mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement, et à la mairie.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune comprise dans le PPRM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 13 janvier 2009 prescrivant l'opposabilité immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Longwy**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;

Considérant que ces études mettent en évidence l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

Considérant que l'existence d'importants projets de développement dans la proche région et le niveau élevé des contraintes subies par les communes rendent urgente l'entrée en vigueur du plan de prévention des risques ;

**ARRETE**

Article 1 - L'application immédiate, de toutes les dispositions du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Longwy. Le règlement et ses annexes, et le plan des zones concernées, figurent en annexe du présent arrêté.

Article 2 - Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M. sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 3 - Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune concernée.

Il sera affiché dans la mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le règlement et ses annexes, et les plans des zones concernées sont tenus à la disposition du public à la préfecture, à la sous-préfecture de Briey, à la direction départementale de l'équipement, et à la mairie.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune comprise dans le PPRM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

*Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 modifiant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : La composition de la commission départementale d'aménagement commercial prévue à l'article L 751-2 du code de commerce, présidée par le préfet ou son représentant, est modifiée comme suit :

1) Cinq élus locaux

- le maire de la commune d'implantation ou son représentant,

- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller général du canton d'implantation,

- le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation, ou son représentant.  
Dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération multicommunale comportant au moins 5 communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération.
  - le président du conseil général ou son représentant,
  - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut un adjoint au maire de la commune d'implantation,
- Lorsque l'un des élus détient plusieurs des mandats mentionnés ci-dessus, le préfet désigne pour le remplacer le maire d'une commune située dans la zone de chalandise concernée;

2) Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

- collège consommation

\* M. Daniel CILLA

Confédération générale du logement

\* Mme Renée CARREAU

Association Consommation, logement et cadre de vie

- collège développement durable

\* M. Jean-Pierre HUSSON

Professeur de géographie humaine

\* M. Thierry WEILL

Ingénieur paysagiste

- collège aménagement du territoire

\* M. Jean-Marie DANDOY

Urbaniste (en retraite)

\* M. Pierre GOUPIL

Ingénieur des Ponts et Chaussées (en retraite)

3) Un membre du comité consultatif de la diffusion cinématographique lorsque la commission siège pour examiner les projets d'aménagement cinématographique.

4) Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du département, la commission est complétée par au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département.

Article 2 : Le mandat des personnalités qualifiées est de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Le préfet peut se faire représenter par un membre du corps préfectoral affecté dans le département.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée :

- à M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,

- à M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

- aux membres de la commission.

Nancy, le 2 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

*Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité*

**Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 2008-DRCLAJ/1- 007 (Moselle (22 janvier 2009) / Meurthe-et-Moselle (19 janvier 2009)) autorisant le retrait de la communauté d'agglomération du Val de Fensch du syndicat mixte d'aménagement touristique des sites du Pérotin**

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

### ARRETEMENT

Article 1<sup>er</sup> : Est autorisé le retrait de la communauté d'agglomération du Val de Fensch du syndicat intercommunal d'aménagement touristique des sites du Pérotin.

Article 2 : Ce retrait emporte transformation du syndicat mixte en syndicat intercommunal à vocation unique.

Article 3 : Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées en préfecture.

Article 4 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Thionville et Briey, les Trésoriers-Payeurs Généraux de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal, le Président de la communauté d'agglomération du Val de Fensch, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

Metz, le 22 janvier 2009

Nancy, le 19 janvier 2009

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Francis TREFFEL

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général  
Jean-Michel MOUGARD

**Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2009 autorisant l'adhésion de Lorey et le retrait d'Allamont, Anoux, Laneuveville-derrière-Foug, Ville-au-Montois et Vitrey du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome de Meurthe-et-Moselle (SDAA54)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée édictée par les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : L'adhésion de la commune de Lorey au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

La commune de Lorey est représentée au sein du conseil syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

Article 2 : Le retrait des communes d'Allamont, Anoux, Laneuveville-derrière-Foug, Ville-au-Montois et Vitrey du syndicat départemental d'assainissement autonome est autorisé.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, et le président du syndicat mixte d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 27 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

*Les délibérations favorables à cette adhésion et à ces retraits sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.*

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

### Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 approuvant les nouveaux statuts du groupement de communes de la Vallée de l'Othain

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Sont approuvés les nouveaux statuts du groupement de communes de la Vallée de l'Othain tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le syndicat mixte « Groupement de la communes de la Vallée de l'Othain » devient un syndicat à vocation unique.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du groupement de communes de la Vallée de l'Othain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes et président de la communauté de communes intéressées, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 2 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Briey*

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

### Extrait de l'arrêté du 2 février 2009 autorisant la modification de l'article 3 des statuts du syndicat du Pays de Charency-Vezin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres de l'EPCI, tous les conseils municipaux et communautaire se sont prononcés en faveur du projet ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La modification de l'article 3 des statuts du syndicat du Pays de Charency-Vezin est autorisée comme suit :

« Article 3 : Compétences du syndicat de communes

- Le syndicat exerce en lieu et place de toutes les communes membres les compétences suivantes :

\* financement de l'ensemble scolaire correspondant au périmètre du syndicat, prise en compte des dépenses de fonctionnement des écoles et investissements en matériel pédagogique,

\* à l'intérieur des agglomérations : création de voirie, aménagement et entretien de la voirie existante, réfection des rues, investissement,

\* hors agglomération : entretien de la voirie existante lorsque celle-ci n'est pas prise en charge par la communauté de communes du Pays de Longuyon.

- Le syndicat exerce les compétences optionnelles suivantes ; sous cette rubrique, plusieurs compétences sont détaillées et chaque collectivité est libre de choisir parmi elles celle(s) qu'elle souhaite déléguer :

\* fleurissement et entretien des pelouses,

\* débroussaillage des haies et taillis sur voirie communale (rues et CC),

\* création d'un emploi intercommunal d'entretien,

\* dératisation. »

Article 2 : Le syndicat mixte « syndicat du Pays de Charency-Vezin » devient un syndicat intercommunal à vocation multiple.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat du Pays de Charency-Vezin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes et président de la communauté de communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 2 février 2009

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,  
Philippe RONSSIN

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.*

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

*Service solidarité - autonomie*

### Extrait de l'arrêté n° 1246 du 17 décembre 2008 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs) de Rosières-aux-Salines à étendre la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) dit « sans mur » de onze places

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que l'extension de capacité sollicitée s'inscrit dans les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le projet respecte les règles de fonctionnement et d'organisation prévues par la réglementation en vigueur ;

Considérant que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine qui est compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations par l'aide sociale de l'Etat au titre de l'exercice 2008 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'autorisation, visée à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, sollicitée par le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPs), est accordée en vue d'étendre la capacité de l'établissement et service d'aide par le travail de 11 places comme suit :

- 4 places à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008

- 7 places à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009

Article 2 : La capacité de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) est fixée à 252 places réparties de la manière suivante :

- Site de Rosières-Aux-Salines :

\* ESAT Paysage Services Rosiérois : 52 places

\* ESAT Rosières Services : 60 places

- Site de Lunéville et d'Angomont :

\* ESAT Services sous-traitance de Lunéville : 69 places

- Site de Pulnoy :

\* ESAT Pulnoy-Essey-Services dit « sans murs » : 47 places

- Secteur de Conflans-Jarny-Pagny-Sur-Moselle :

\* ESAT dit « sans murs » : 24 places

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont l'ampliation sera adressée au directeur de l'établissement public départemental de Rosières-aux-Salines, 4, rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 17 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté n° 1247 du 17 décembre 2008 autorisant le Groupement d'Intérêt Public « Handicap et Insertion » à étendre de dix places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) sis à Allamps**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant l'actualisation 2008 du PRIAC 2006-2008 ;

Considérant que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine qui est compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations par l'aide sociale de l'Etat au titre de l'exercice 2008 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Le Groupement d'Intérêt Public «Handicap et Insertion» est autorisé à étendre de 10 places la capacité de l'établissement et service d'aide par le travail qu'il gère à ALLAMPS. La capacité totale de l'établissement est ainsi portée à 55 places.

Article 2 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au président du GIP « Handicap et Insertion » - 1 rue des Cités – 54 112 ALLAMPS.

Nancy, le 17 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

**Extrait de l'arrêté n° 1327 du 22 décembre 2008 autorisant l'Association des Paralysés de France (APF) à étendre de 3 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) sis à Ludres**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le projet est compatible avec les orientations du deuxième schéma départemental en direction des personnes adultes handicapées 2007-2011 ;

Considérant que le projet présente un coût de fonctionnement en année pleine partiellement compatible avec le montant de la dotation destinée aux établissements et services pour personnes handicapées et mentionnée à l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles concernant le financement des prestations par l'aide sociale de l'Etat au titre de l'exercice 2008 ;

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : L'Association des Paralysés de France est autorisée à étendre de 3 places la capacité de l'établissement et service d'aide par le travail qu'elle gère à Ludres. La capacité de l'établissement est ainsi portée à 25 places.

Article 2 : La demande portant sur les 2 places non autorisées fait l'objet du classement prévu à l'article L.313-4 du code de l'action sociale et des familles et reste susceptible d'autorisation dans un délai de 3 ans à compter du présent arrêté.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à la délégation départementale de l'Association des Paralysés de France - 125, rue Mac Mahon– 54000 Nancy.

Nancy, le 22 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
Jean-Michel MOUGARD

---

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### Décision du 2 février 2009 portant délégation de signature à Madame Frédérique CLAUDOT, responsable des affaires juridiques

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière.

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur général du Chu de Nancy.

Article 1<sup>er</sup> : Donne délégation à Madame Frédérique CLAUDOT, Responsable des Affaires Juridiques pour signer en son nom et place toutes pièces administratives relatives aux affaires juridiques de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 février 2009

Le directeur général,  
Philippe VIGOUROUX

---

### CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

#### Décision n° dir/02/2009 du 4 février 2009 portant délégation de signature à Madame Dominique ANSOULD, directrice des soins

Le Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6143-7 et D 714-12-1 à D714-12-4,

Vu l'arrêté ARH n° 181/2008 du 25 août 2008 désignant Madame Isabelle CAILLIER en qualité de Directeur par intérim du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port ;

#### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation permanente est donnée à Madame Dominique ANSOULD, Directrice des Soins, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 2 : La signature doit être précédée de la mention « Pour le Directeur par intérim et par délégation » suivie du grade du signataire, de son prénom et de son nom. Elle est annexée à la présente décision.

Article 3 : Cette décision prendra effet à compter du 4 février 2009.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier principal de Saint-Nicolas-de-Port,
- Madame Dominique ANSOULD,
- Dossier individuel de l'intéressée,
- Classeur chronologique.

Saint-Nicolas-de-Port, le 4 février 2009

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****AUTRES SERVICES****CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU****Avis de recrutement sans concours de 7 adjoints administratifs hospitaliers de 2<sup>ème</sup> classe du 30 janvier 2009**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1<sup>er</sup> avril 2009 un recrutement sans concours de 7 adjoints administratifs de 2<sup>ème</sup> classe.

Conditions d'inscription :

Conditions générales : Aucune condition de titres ou diplômes n'est exigée.

Dispositions particulières : Conditions d'âge : suivant cas particulier.

La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un CV détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés (en précisant la durée), est à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 11010  
54521 LAXOU CEDEX

au plus tard deux mois à compter de la date de publication de cet avis, le cachet de la poste faisant foi.

Laxou le 30 janvier 2009

Le directeur par intérim,  
Isabelle CAILLIER

